

Dernier budget du quinquennat sur fond de campagne électorale

Le projet de loi de finances 2017 sera bientôt rendu public. Dernier budget du quinquennat de François Hollande, il sera présenté alors que s'engage une campagne électorale d'ores et déjà marquée par des promesses fiscales en tous genres.

Au-delà de son contenu (avec notamment la baisse modérée de l'impôt sur le revenu pour environ 5 millions de foyers fiscaux pour un montant moyen de 200 euros et par la mise en œuvre du prélèvement à la source), ce projet de loi de finances s'inscrit dans la ligne des orientations fiscales des budgets précédents.

Si plusieurs ajustements y ont été opérés, il est difficile de voir dans les lois de finances successives une volonté de refondre en profondeur le système fiscal français. L'impôt sur le revenu, impôt minoritaire du système fiscal puisqu'il représente 20 % des recettes fiscales totales, a fait l'objet de nombreuses mesures au cours du quinquennat, mais celui-ci a été pris en étau entre la politique de rigueur (et les hausses d'impôt qui l'ont accompagnée) et l'évolution de l'opinion, de plus en plus méfiante et réticente à tout ce qui touche à l'impôt. C'est notamment ce qui explique qu'après plusieurs hausses, l'impôt sur le revenu ait été retouché au travers de quelques baisses très « politiques ».

Celles-ci ne sont en revanche pas comparables à celles qui ont bénéficié aux entreprises. En effet, avec l'absence de refonte de fond du système fiscal, la politique d'allègement de la charge fiscale des entreprises a été la marque de fabrique du quinquennat.

Elle s'est illustrée par le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui, bien que coûteux et contesté en raison de son manque d'efficacité, sera renforcé.

Elle prendra au surplus la forme d'un engagement d'abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés à 28 % au lieu de 33,33 %.

Par ailleurs, il en va également des autres allègements (cotisations sociales, C3S, dispositif de sur-amortissement...).

De fait, le bilan fiscal du quinquennat s'annonce bien lourd...

Au-delà, les mesures prises par les gouvernements successifs au cours des 10 dernières années ont alimenté la défiance des citoyens envers l'impôt, elles ont contribué à affaiblir le consentement à l'impôt.

Ajoutons à ce panorama les suppressions d'emplois qui devraient se poursuivre à la Direction générale des finances publiques (DGFiP) alors que la charge de travail ne cesse d'augmenter...

Alors que la campagne s'annonce riche en promesses plus ou moins réalistes, la priorité devrait être d'expliquer à quoi sert l'impôt avant d'exposer l'orientation puis les mesures à prendre. On en est bien loin, ce qui augure mal de l'évolution du rapport des citoyens à la contribution commune qu'ils versent alors que le consentement à l'impôt est l'un des piliers d'une société démocratique digne de ce nom...